

La rencontre de Ngurdoto était "la dernière tenue à l'étranger", annonce Bujumbura

@rib News, 12/12/2017 Source Xinhua Burundi : le gouvernement satisfait des résultats de la 4^{ème} session du dialogue externe interburundais Le gouvernement burundais est "satisfait des résultats" de la 4^{ème} session du dialogue politique externe interburundais récemment clôturée en Tanzanie, a déclaré mardi à Bujumbura Philippe Nzobonariba, secrétaire général du gouvernement et porte-parole du gouvernement. [Photo : Hôtel Ngurdoto Mountain Lodge où s'est tenu du 27 novembre au 8 décembre 2017 la 4^{ème} session du dialogue inter burundais externe.]

Sous l'égide de la Communauté Est-Africaine (CEA, qui regroupe Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda et Soudan du Sud) et facilitée par l'ancien chef d'Etat tanzanien Benjamin William Mkapa, cette session, tout comme les trois précédentes, s'est déroulée à Arusha, au nord de la Tanzanie, du 26 novembre au 8 décembre dernier. "Le gouvernement du Burundi remercie le facilitateur Benjamin William Mkapa pour avoir écouté toutes les parties et surtout pour avoir compris la préoccupation du peuple burundais envers la souveraineté nationale et l'Etat de droit en invitant à la table du dialogue et d'une façon inclusive tous les acteurs politiques non poursuivis par la justice ni frappés du mandat d'arrêt international", a précisé M. Nzobonariba dans un point de presse. Le gouvernement burundais, a-t-il ajouté, salue l'esprit constructif qui a caractérisé les participants à cette session et se réjouit des conclusions qui en sont sorties. Pour preuve, a-t-il expliqué, le facilitateur Mkapa a pu dégager des points de convergences "de loin plus nombreux" que ceux de divergences sur les questions qui figuraient à l'agenda de la session. Les points de convergence portent principalement sur des "questions fondamentales" de la vie politique, sociale et économique du Burundi, a-t-il poursuivi, en citant notamment la reconnaissance de la souveraineté du pays, les droits politico-économiques et sociaux de tous les Burundais, ainsi que l'engagement de la classe politique à mettre fin à l'impunité et à rejeter toutes les formes de violence dont des discours de haine comme moyens de résoudre les différends. "Le gouvernement burundais remercie à cet effet les différents participants tant des partis politiques que de la société civile qui ont montré leur esprit patriotique en mettant en avant les intérêts supérieurs de leur pays, en défendant sa souveraineté et les principes démocratiques", a-t-il signalé. Avec ces résultats de la 4^{ème} session "qui est la dernière tenue à l'étranger", a-t-il affirmé par ailleurs, le dialogue va se poursuivre au Burundi et compléter celui qui a rassemblé les Burundais de l'intérieur au premier semestre 2016. Il a profité de cette opportunité pour lancer, au nom du gouvernement burundais, un appel aux politiciens "non poursuivis par la justice en particulier" se trouvant encore à l'étranger et aux autres réfugiés en général, à rentrer dans leur pays et contribuer aux préparatifs des élections électorales de 2020. "Le gouvernement burundais s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour leur sécurité, ce qui rentre par ailleurs dans ses missions de tous les jours", a-t-il tenu à rassurer. Le gouvernement burundais apprécie les efforts fournis par les pays de la sous-région d'Afrique de l'est, a-t-il affirmé, avant de réitérer sa confiance au médiateur en chef dans le dialogue inter-Burundais et chef d'Etat ougandais Yoweri Kaguta Museveni, ainsi qu'à son adjoint Mkapa "pour les efforts déployés afin de trouver un terrain d'entente" entre les membres de la classe politique burundaise. "Le Burundi n'est pas dans une crise, encore moins dans une impasse politique, car les institutions en place élues par le peuple en 2015 sont fonctionnelles", a-t-il martelé, avant de réaffirmer que le gouvernement burundais ne va rien ménager pour défendre la souveraineté et l'indépendance politico-économique burundaise. Il a saisi l'occasion pour plaider en faveur du maintien de la paix, afin que les prochaines élections burundaises projetées en 2020, soient organisées dans un climat apaisé.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});